

## L'EUROPE APRES 92

## INTRODUCTION - De quelle Europe

parlons-nous?

1. Une semaine à peine après les élections du 6 Juin en Pologne, Geremek, interviewé par Anne Sinclair, réagissait avec beaucoup d'indignation à une des questions où la journaliste utilisait l'expression Europe en se référant à la CEE. Il lui disait avec véhémence: "de quel droit vous considérez-vous l'Europe? Et nous? Nous ne sommes pas l'Europe?"

Dans cette indignation se manifeste en effet la levée d'une ambiguïté qui pèse sur ce mot. Plus de deux millénaires se sont écoulés dans le processus d'éveil et de décadence de différentes civilisations, empires, royaumes, États. Tantôt les États de la méditerranée, tantôt les peuples de la mer Baltique, tantôt l'Europe Centrale dessinent leurs propres épopées. Et si ces épopées se sont soldées toujours par de terribles luttes et des batailles féroces, elles ont été aussi la voie par laquelle s'est graduellement mis en place cette entité composite et si diverse qu'est l'Europe.

Un autre polonais, Jean Paul II, le disait à peu près il y a un an dans l'enceinte du Parlement Européen:

"D'autres nations pourront certainement rejoindre celles qui aujourd'hui sont ici représentées. Mon vœu (...) est que l'Europe, se donnant souverainement des institutions libres, puisse un jour se déployer aux dimensions que lui ont données



*la géographie et plus encore l'histoire. Comment ne le souhaiterais-je pas, puisque la culture inspirée par la foi chrétienne a profondément marqué l'histoire de tous les peuples de notre unique Europe, grecs et latins, germaniques et slaves, malgré toutes les vicissitudes et par-delà les systèmes sociaux et les idéologies?" (11.10.88, pg.56-59)*

*Dans l'édition passionnante de l'Atlas des Européens les auteurs écrivent à juste titre que ce qui distingue le plus fortement l'Europe est "d'ordre culturel et tient à la mémoire-histoire." Et ils notent avec acuité:*

*"L'intégration politique forcée, qui a plusieurs fois échoué au cours de l'Histoire, reposait sur des sentiments particuliers de supériorité nationale. Sans autre alternative que l'effacement, les Européens ont de moins en moins perçu leur destin comme fondé sur l'exaltation de l'Etat-nation par opposition au voisin et de plus en plus sur la conscience d'une communauté d'intérêts et d'héritages communs.*

## Fundação Cuidar o Futuro

*Nous avons eu parti liée les uns avec les autres tout au long de nos histoires. Les peuples dont nous faisons partie ont beau se sentir très uniques à l'intérieur du continent, vus du Japon ou des Etats-Unis ils sont simplement européens.*

*Participants à une même histoire, soumis à la discipline grecque, à la mesure romaine, à l'imaginaire celtique, à la mystique slave, à la persévérance germanique, réunis pendant des siècles autour de la foi et des institutions chrétiennes dont les jalons de pierre transforment nos paysages et y font sonner l'appel à un sens au-delà du visible, nous ne pouvons pas ne pas parler de cette diverse réalité quand nous invoquons le mot Europe.*

*Il est clair que je m'adresserai ce matin spécialement à des questions du ressort de la Communauté Economique Européenne, mais je ne pourrai pas le faire dans l'ambiguïté par rapport à l'ensemble du continent auquel nous appartenons tous.*

2. Je ne pourrai pas non plus prendre la CEE comme le seul pôle possible de changement. Quand les chefs d'Etat des 12 ont signé l'Acte Unique, ils envisageaient probablement un parcours difficile certes mais capital par rapport aux autres régions d'Europe. Or, ce processus se déroule à un moment où prend corps le réaménagement de l'Europe. Je ne parle pas des frontières juridiques, sauvegardées par la lettre et l'esprit de l'Acte Final de Helsinki je parle naturellement de ce brassage spectaculaire qui est en train de se faire devant nos yeux et dont l'exode de citoyens de la RDA vers la RFA, au-delà de tout jugement sur les régimes politiques, est une parabole émouvante.

Un mouvement de désidéologisation sans précédent est en cours dans ce continent. Les besoins criants des hommes ont le dessus sur la force organisée des idéologies. En Occident ceux d'entre nous qui n'étaient pas partie prenante des grands appareils de conquête de pouvoir étions libres de dénoncer depuis longtemps l'effet paralysant des idéologies sur les processus sociaux à l'œuvre dans la société. Mais ce qui se passe dans les pays de régime communiste en Europe est une page inédite de notre histoire et de l'histoire de la vie politique et économique du monde entier.

A l'intérieur de chaque sous-ensemble ou de chaque zone du continent européen, des effets internes et externes se font sentir. La dynamique interne de chaque région ou groupe d'Etats ne sera pas uniquement conduite du dedans par ses propres décisions et réalisations mais elle sera aussi influencée du dehors par les images qu'elle donne et qu'à son tour elle reçoit, véritable jeu de miroirs que la communication déployée entre les diverses zones.

Il s'agit donc d'une réalité d'une grande complexité dont il serait hasardeux de vouloir déterminer l'exacte profil.

Dans ce sens 92 reste un profond mystère et nous pouvons à peine ébaucher des grandes lignes, en sachant que des choses fondamentales auront lieu et que nous ne pouvons pas prévoir, Tout au plus nous pouvons dire ce que devaient, par la

*force des choses, irréversibles.*

*I - Les grandes zones de l'Europe*

*Quand je parle de différentes zones qu'est-ce que je veux dire? Si je pouvais faire une peinture impressionniste de l'ensemble du continent, je le repartirais de la façon suivante:*

*1. Tout d'abord les pays en pleine transformation politique: Pologne et Hongrie auxquels j'ajouterais l'Yougoslavie dont le processus à l'égard de l'URSS est commencé beaucoup plus tôt et où la poussée démocratique est très forte.*

*Allons-nous regarder ces pays comme devant parcourir les mêmes étapes que nous avons parcourues nous-mêmes (faute continue des pays hautement industrialisés et dont les autres doivent payer le prix)? Ou est-ce que nous serons capables de comprendre que leur point de départ est autre et que nous avons à mettre à profit ce qui fait leur différence?*

*Je pense notamment à ce qui concerne leur perspective par rapport à la relation de l'individu avec l'Etat au niveau constitutionnel. Dans l'optique socialiste traditionnelle, "les droits fondamentaux nécessitent pour leur réalisation l'action de l'Etat ainsi que l'action de la société et des membres qui la composent. Les intérêts communautaires nationaux et les intérêts individuels sont donc identiques, en tout cas ils ne s'opposent pas ni ne se contredisent." (Bien sûr la réalité pratique était différente mais le fond philosophique est important.)*

*De même*

*"selon la théorie juridique et constitutionnelle des pays socialistes il existe un rapport indissoluble entre le droit fondamental et le devoir fondamental."*

*2. Ensuite l'Union Soviétique dont le processus de restructuration est une œuvre gigantesque touchant à la fois la démocratie à tous les niveaux, les liens fédéraux entre des peuples et des nations très divers et les rouages de l'économie - qu'en sera-t-il de l'adhésion de l'Union Soviétique au FMI et à la Banque Mondiale? de la convertibilité du rouble? quel est l'enchaînement*



previsible a partir des donnes d'aujourd'hui? comment se traduira du point de vue economique le desir d'autonomie deja exprime par les Etats baltiques, par la Georgie, par l'Ukraine (qui d'ailleurs, rappelons-le a une voix independante de l'URSS a l'ONU ainsi que la Bielo-Russie)?

Un des aspects importants est la toute recente relation entre la CEE et les pays du COMECON. Malgre le fait que le COMECON n'a jamais atteint ce que l'on peut appeler une integration mais plutot une division du travail dans son sein tout un remaniement aura lieu au niveau de la production elle-meme.

3. En troisieme lieu les pays communistes qui semblent figes au niveau de leurs dirigeants politiques mais dont nous connaissons les mouvements internes latents ou explicites: Checoslovaquie, Bulgarie, RDA, Roumanie. Il se peut que dans chacun de ces pays, sauf peut-etre la Roumanie, la volonte de changement puisse apparaitre au grand jour des lors qu'en URSS la perestroika ait produit des resultats visibles au plan economique et que l'URSS soit entree dans le systeme du marche libre mondial. Ces pays ne pourraient pas rester isolees. La situation de l'Albanie ou de la RPDCoree montre quel est le prix d'un tel isolement.

4. Viennent ensuite les pays de l'AELE dont la Suisse. Ces pays sont le premier partenaire commercial de la CEE puisqu'ils representent 25% des exportations de la CEE (plus que le Japon et les EUA reunis).

Il y a entre la CEE et chacun des pays de la AELE des accords bilateraux. Mais la question cle est celle de savoir s'il n'est pas possible d'etablir une cooperation plus globale et plus structuree pouvant conduire a des procedures de gestion commune. Il y a eu entretemps une reunion commune des Ministres des Six et des Douze, et on attend une autre reunion a la fin de l'annee.

Differentes possibilites sont envisagees:

-une union douaniere minimale

-la participation des Ministres des Six au Conseil en tant qu'observateurs

conduisant éventuellement à des décisions conjointes.

*La Commission, selon les déclarations de son Président au Parlement, considère en ce moment comme première priorité le progrès soutenu vers l'intégration totale de la Communauté. Toute question de demande d'adhésion est considérée par la Commission, dans le contexte de cette priorité.*

*En tout cas la recherche de nouvelles solutions institutionnelles ne doit pas empêcher les progrès concrets selon des procédures déjà connues. Des formules flexibles peuvent être trouvées qui ne constituent pas une adhésion mais qui en fait rapprochent les économies des deux groupes de pays.*

*C'est pourquoi la Commission de Bruxelles a commencé des conversations avec les pays de l'AELE sur la forme et l'ampleur de la coopération future. La question devient aiguë dans la mesure où l'Autriche a déjà demandé formellement son intégration dans la CEE et le débat s'intensifie tant en Norvège qu'en Suède.*

5. Et finalement nous avons la zone qui donne origine à ce nombre fétiche de 92: la CEE avec son marché intérieur et les autres composantes auxquelles se sont engagés les 12 États membres. Je reprendrai dans un moment en détail les aspects constitutifs de l'Acte Unique et qui me semblent indispensables pour que 92 soit comprise dans toute son étendue.

Il faut le dire d'entrée de jeu: pour que 92 soit

*il non seulement une échéance technocratique, planifiée pour un groupe de pays intégrant la CEE, il m'apparaît indispensable que nous nous mettions à réfléchir et à travailler pour donner corps à des formes de vie économique plus souples et plus adaptées aux besoins immédiats des populations et pour inventer les procédures démocratiques qui pourrons créer une mobilisation de toutes les bonnes volontés dans la réponse aux besoins des êtres humains concrets.*

6. A l'Ouest la question telle qu'elle se pose aujourd'hui dans la mouvance créée en grande partie par Jacques Delors et par les institutions telles que les conçoit l'Acte unique est devenue en grande partie une question économique.

Face à la croissance du Japon et des Etats-Unis, à la capacité démontrée par celui-ci de créer des emplois, à la continuelle augmentation du champ de la recherche de pointe telle que la pratiquent les japonais, face aux nouveaux pays industrialisés, en particulier à l'anneau du Pacifique, les pays de l'Europe de l'Ouest se fixent de plus en plus sur le besoin de performance de leurs économies.

Leur but le plus immédiat c'est de faire bénéficier leurs économies de l'effet cumulatif des atouts de chaque économie particulière et joindre leurs efforts pour que les grandes opérations de recherche et financières indispensables reviennent moins chères pour chaque pays.

À l'Est l'enjeu, même s'il a dans ses racines quotidiennes et existentielles le problème d'une extrême pénurie et le constat de l'incapacité historique du communisme à créer de la richesse et à contribuer de façon positive au développement des peuples, il s'agit au premier abord de la création de structures démocratiques capables de venir à bout de la bureaucratie pesante et de la passivité créée dans beaucoup de couches de la population.

Cependant les deux enjeux ne sont pas indépendants. C'est de plus en plus clair à l'Ouest que l'intégration économique demande un surplus de démocratie, voire l'institutionnalisation de nouvelles structures et procédures démocratiques qui n'existent pas dans la tradition de la quasi-totalité des pays occidentaux. De même à l'Est on sait que la démocratie, surtout telle qu'elle dans ses limites actuelles, n'est pas encore en mesure de donner tout de suite une inflexion à la vie économique. D'où soit en Pologne soit en URSS la demande constante pour que le peuple accepte les nécessaires sacrifices.

L'interdépendance des enjeux se voit ainsi renforcée par les exigences d'un



*pragmatisme vital pour les différents pays de l'Europe.*

## 2. LES GRANDS OBJECTIFS - UN BREF RAPPEL

*2.1. Quand le Traité de Rome fut signé son Preambule, en mettant en avant les idées fondamentales à l'établissement du*

*Marché Commun a été très clair dans la définition de son but:*

*"en fixant comme objectif essentiel de ses efforts l'amélioration continue des conditions de vie et de travail de ses peuples".*

*De même le premier paragraphe du Preambule indiquait la mouvance dans laquelle il fallait comprendre les instruments*

*institutionnels dont les 6 allaient se doter:*

*"Détermines à établir les fondements d'une union de plus en plus étroite entre les peuples européens"*

*Lors de la révision du Traité qui est devenu l'Acte*

*Unique en 1986 l'article premier franchit un pas plus décisif quand il dit:*

*"Les Communautés Européennes et la Coopération Politique Européenne ont comme objectif de contribuer ensemble de sorte à faire progresser concrètement l'union européenne."*

*2.2. Un autre aspect mérite notre attention.*

Dans le Traite de Rome les 6 disent: "nous voici, joignez-nous"  
C'est un autre paragraph du Preambule:

"Decides a consolider, par l'union de leurs ressources, la defense de la paix et de la liberte et en faisant appel aux autres oeuples de l'Europe qui partagent leurs ideaux pour qu'ils s'associent a leurs efforts"...

Dans son article 237 le Traite avant d'indiquer la procedure interne pour l'adhesion d'un nouveau membre dit formellement:

"Tout Etat europeen peut demander de devenir membre de la Communaute."

Cet article est passe dans cet aspect sans alteration a l'Acte Unique. C'est dire que la question cle est celle de l'Union Europeenne, c'est l'enjeu proprement politique de l'entreprise

appelee CEE.

## UNION MONETAIRE

1. La cohesion economique ne peut etre effica que dans la mesure ou elle s'appuie sur une politique monetaire commune. C'est la seule garantie de la possibilite de viabiliser l'investissement dans l'espace europeen.

Il ne peut y avoir dans le cadre de la Communaute une monnaie europeenne quelle qu'elle soit qui devienne hegemonique. Car avan tout elle irait a l'encontre de l'esprit solidaire qui donde la

Communaute.

L'avancement du Systeme Monetaire Europeen et l'extension de l'utilisation de l'ECU sont des pas strictement politiques

indispensables a la creation d'un authentique Marche Interieur et a la resolution de la crise de la croissance economique dans les Etats-Membres de la Communaute.

Le SME pose la question d'une construction de l'Europe sans que s'ouvre davantage le fosse entre les riches et les pauvres de la Communaute.

Du cote des pays pauvres, il faut qu'ils atteignent un developpement qui rende le SME un instrument positif de l'integration.

Du cote des pays riches, on attend la conscience active du fait que la recuperation des pays pauvres qui integrent la Communaute est un probleme collectif qui concerne toute la Communaute.

*La position de la CEE dans le monde sera plus forte si les mesures sur le SME et l'Ecu seront prises. L'ECu peut contribuer, avec le dolar et l'yen a une plus grande stabilité monétaire, une fois qu'il demande entre autres choses le régime de taux d'intérêt stable entre les pays industrialisés.*

## Fundação Cuidar o Futuro

